

V. le CE
J. B. S. 2024
1er 1

DEPARTEMENT de la VIENNE
COMMUNE de MIGNE-AUXANCES

**Enquête Publique pour recensement des chemins ruraux du territoire de la commune de
Migné-Auxances**

Notice explicative.

PREAMBULE

Les chemins ruraux sont les chemins appartenant aux communes, affectés à l'usage du public, qui n'ont pas été classés comme voies communales. Ils font partie du domaine privé de la commune (Article L 161-1 du code rural et de la pêche maritime). De ce fait ils sont passibles d'aliénation de la part du conseil municipal ou usucapion sous délai de prescription de 30 ans.

Le but de l'enquête est de suspendre pour une période maximum de deux ans ce délai de prescription.

Historiquement ces chemins ont été établis pour relier entre eux les hameaux et habitations de la commune. Longtemps ils ont été les seules voies de communication du territoire communal et de ce fait très utilisés. A partir du milieu du XX^e siècle l'usage de l'automobile pour les déplacements a engendré une moindre utilisation de ces voies. Néanmoins les randonneurs et les chasseurs ont continué à les parcourir.

De nos jours, les chemins ruraux sont particulièrement importants pour l'activité agricole, mais aussi pour les activités de loisirs telles que la marche et le VTT.

Le recensement permet de les identifier, de faire prendre conscience aux élus et aux administrés de leur existence et de leur intérêt pour la commune. Ainsi, il permet de mieux les conserver, de les entretenir, de garantir la libre circulation en réglementant, le cas échéant, leur usage.

Depuis plusieurs années, la Commune de Migné-Auxances promeut les mobilités douces et la valorisation de son patrimoine paysager et environnemental, par un entretien régulier de sa voirie rurale, par la création de connexions entre des cheminements de promenade ou de randonnée existants (qu'ils soient de nature communale, communautaire voire départementale), ou encore par la sécurisation et la matérialisation de liaisons inter-quartiers.

OBJET de L'ENQUETE

En application de la loi sur la Différentiation, la Décentralisation, la Déconcentration et portant mesures de simplification de l'action publique (loi 3DS) ainsi que des décrets et arrêtés qui y sont rattachés, le conseil municipal a décidé après en avoir délibéré le 8 avril 2024 d'établir un recensement des chemins ruraux que la commune doit conserver et de les répertorier sur un tableau récapitulatif reprenant, entre autres, pour chaque chemin :

- le nom du chemin
- son origine et son terminus géolocalisés
- sa longueur
- son type : chemin, impasse, tronçon, sentier etc..
- la date d'affectation
- son état d'entretien

Vale CE
[Signature]
 12/11/2011
 Page 2

Le but de l'enquête est de permettre à la Commune de disposer d'une vision exhaustive de la composition de sa voirie rurale.

Cette démarche constitue ainsi une base de travail pour les élus afin de mettre en place par la suite différentes actions de préservation, restauration et valorisation des chemins et permettra à la Commune de se positionner sur la pertinence de la conservation de tel ou tel chemin, dans une perspective de rationalisation de la gestion de son patrimoine.

La présente enquête publique a pour objet de valider ou d'amender le tableau récapitulatif des chemins ruraux de la commune de Migné-Auxances établi par l'administration.

Ce tableau validé suspendra pour 2 ans le délai de prescription acquisitive pouvant être invoqué par certains propriétaires des parcelles traversées par l'ouvrage.

CONSEQUENCES DE LA QUALIFICATION DE VOIES COMMUNALES OU DE CHEMINS RURAUX.

1 Conséquences juridiques :

Les voies communales sont des biens du domaine public communal. Elles sont inaliénables, imprescriptibles et bénéficient d'une protection juridique forte.

Les chemins ruraux appartiennent au patrimoine privé de la commune.

➤ Régime d'entretien :

Les voies communales doivent être entretenues par la commune, car elles font partie du domaine public routier communal.

Les chemins ruraux relèvent également de la compétence communale, mais sans obligation d'entretien. La commune peut choisir de ne pas entretenir certains chemins ruraux, ce qui n'est pas le cas pour les voies communales.

➤ Accès et droit de passage :

Les voies communales doivent rester accessibles au public de manière continue.

Les chemins ruraux restent ouverts au public, mais la commune peut restreindre ou adapter les usages.

2 Conséquences administratives

La gestion des voies communales relève du code de la voirie routière, alors que celle des chemins ruraux relève du code rural et de la pêche maritime.

Le déclassement d'une voie communale en chemin rural suppose de suivre une procédure administrative spécifique avec enquête publique.

Les actes d'aliénation (vente, échange) d'un chemin rural ne nécessite pas d'enquête publique préalable.

Les plans cadastraux doivent également être mis à jour, car le statut du bien change (domaine public à domaine privé communal).

3 Conséquences financières

➤ Coûts d'entretien :

Pour une voie communale, la commune est tenue d'assurer l'entretien, sous peine d'engager sa responsabilité.

Pour un chemin rural, la commune peut, mais n'est pas obligée, de l'entretenir.

➤ Possibilité de vente ou de valorisation :

Les chemins ruraux font partie du patrimoine privé de la commune, ce qui signifie qu'ils peuvent être cédés, vendus ou faire l'objet de conventions d'occupation (location, servitude de passage, etc.).

4 Conséquences pour les usagers

Les voies communales doivent rester ouvertes au public de manière permanente et accessible à tous types de véhicules, y compris les véhicules motorisés.

Les chemins ruraux peuvent faire l'objet de restrictions d'accès (par exemple, pour interdire l'accès aux véhicules motorisés ou limiter l'usage aux piétons, cyclistes ou cavaliers).

Les propriétaires riverains peuvent aussi demander la cession du chemin rural pour intégrer ce terrain à leur parcelle, ce qui n'est pas possible avec une voie communale.

DEROULEMENT de la PROCEDURE :

- le Conseil municipal délibère pour la réalisation d'un tableau récapitulatif des chemins ruraux
- le Conseil municipal établit et propose un tableau des chemins qu'il estime nécessaires aux intérêts de la commune.
- la Maire procède à la désignation d'un commissaire enquêteur pris sur la liste départementale
- réalisation de l'enquête publique d'une durée de 15 jours minimum au cours de laquelle le public est appelé à faire valoir ses observations par écrit sur le tableau établi par le Conseil municipal.
- sous un mois après la fin de la consultation du public le commissaire enquêteur donne ses conclusions et son avis à la Maire de Migné-Auxances.
- le Conseil municipal délibère et sa décision devra être motivée si elle est contraire à l'avis du commissaire enquêteur.
- la délibération est ensuite transmise à Monsieur Le Préfet de la Vienne

DEROULEMENT de l'ENQUETE :

L'enquête publique relative à la validation du tableau récapitulatif portant recensement des chemins ruraux du territoire de la commune proposé par le conseil municipal de Migné-Auxances se déroulera du mercredi 11 juin 2025 à 9h00 au mardi 15 juillet 2025 à 12h.

Monsieur Pierre DOLLE, Commandant de police honoraire inscrit sur la liste des commissaires enquêteurs de la Vienne et demeurant à Nouaillé-Maupertuis (86 340) est désigné comme commissaire enquêteur.

Vu de ch
Migné-Auxances
page 3

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés au secrétariat des services techniques de la mairie de Migné-Auxances (Hôtel de ville-1 rue du 8 mai 1945, 86 440 Migné-Auxances) et seront consultables aux heures d'ouverture de la mairie pendant toute la durée de l'enquête du mercredi 11 juin 2025 à 9h00 au mardi 15 juillet 2025 à 12h afin que le public puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête, ou les adresser par courrier postal à M. le Commissaire Enquêteur : mairie de Migné-Auxances, 1 rue du 8 mai 1945, 86 440 Migné-Auxances ou par courriel à dst@migne-auxances.fr.

Monsieur le commissaire enquêteur recevra en personne les observations du public le mercredi 11 juin 2025 de 9h à 12h, le vendredi 27 juin 2025 de 9h à 12h et mardi 15 juillet 2025 de 9h à 12h.

A l'expiration du délai fixé ci-dessus le registre sera clos, paraphé et signé par le commissaire enquêteur, qui dans un délai d'un mois, transmettra le dossier et le registre d'enquête à Madame la Maire de Migné-Auxances avec ses conclusions et avis.

Le registre et les conclusions du commissaire enquêteur seront conservés à la disposition du public au secrétariat de la mairie de Migné-Auxances pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique

Le Conseil municipal délibérera et sa décision, si elle est contraire aux avis émis par le commissaire enquêteur, devra être motivée. Le dossier d'enquête ainsi que la délibération seront transmis à Monsieur le Préfet de la Vienne.

L'arrêté prescrivant l'ouverture de l'enquête publique et l'avis d'enquête publique auront fait l'objet d'un affichage pendant 15 jours francs avant la date du début de l'enquête à la porte de la Mairie ainsi que dans les vitrines communales d'affichage situées 6bis rue du Moulin de Limbre, 13 rue Louis Jouvét, 8 rue Camille Demarçay, 1 rue de l'Erable, 19ter rue de Nanteuil et place de l'église, ainsi que d'une publication le site internet de la commune www.migne-auxances.fr et sur ILLIWAP.

Un Avis Public informant de l'ouverture de cette enquête publique a été inséré dans 2 journaux diffusés dans le département (Centre Presse et la Nouvelle République) et habilités à recevoir les annonces légales 15 jours avant le début de l'enquête avec un rappel dans les 8 premiers jours de l'enquête.